









1.80 F
Algerie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.;
Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique,
13 fr.; Canada, 5 0/10; Côte-d'Ivoire, 150 F CFA;
Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-
Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.;
Italie, 400 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 13 fr.;
Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,
27 esc.; Sénégal, 150 F CFA; Suède, 2,80 kr.;
Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

LA GUERRE D'UGANDA

Des éléments tanzaniens
ont pénétré
dans Kampala

LIRE PAGE 4

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La fin du «libéralisme»
en Chine

Il y a trois ans, sur la place Tiananmen, une manifestation d'hommage à Zhou Enlai dégenérait en émeute contre le régime, alors sous l'influence de ceux qui allaient devenir la « bande des quatre ».

L'heure n'est plus aux concessions. Le groupe de dirigeants qui avait si bien su tirer parti de la vague de contestations — tant qu'elle n'était dirigée, bien sûr, contre le régime déchu — y a mis le holà dès qu'il n'en a plus eu besoin ou qu'il a senti que le mouvement risquait d'aller trop loin.

Après avoir encouragé, voire suscité, puis laissé se développer une campagne vigoureuse sur les « droits de l'homme », M. Deng Xiaoping semble être revenu à des méthodes plus traditionnelles. Lorsqu'il était secrétaire général du parti, il n'avait guère manifesté un attachement particulier aux libertés et prônait, avec Liu Shaoqui, un développement « à la soviétique ».

Après avoir encouragé, voire suscité, puis laissé se développer une campagne vigoureuse sur les « droits de l'homme », M. Deng Xiaoping semble être revenu à des méthodes plus traditionnelles. Lorsqu'il était secrétaire général du parti, il n'avait guère manifesté un attachement particulier aux libertés et prônait, avec Liu Shaoqui, un développement « à la soviétique ».

Après avoir encouragé, voire suscité, puis laissé se développer une campagne vigoureuse sur les « droits de l'homme », M. Deng Xiaoping semble être revenu à des méthodes plus traditionnelles. Lorsqu'il était secrétaire général du parti, il n'avait guère manifesté un attachement particulier aux libertés et prônait, avec Liu Shaoqui, un développement « à la soviétique ».

Après avoir encouragé, voire suscité, puis laissé se développer une campagne vigoureuse sur les « droits de l'homme », M. Deng Xiaoping semble être revenu à des méthodes plus traditionnelles. Lorsqu'il était secrétaire général du parti, il n'avait guère manifesté un attachement particulier aux libertés et prônait, avec Liu Shaoqui, un développement « à la soviétique ».

Après avoir encouragé, voire suscité, puis laissé se développer une campagne vigoureuse sur les « droits de l'homme », M. Deng Xiaoping semble être revenu à des méthodes plus traditionnelles. Lorsqu'il était secrétaire général du parti, il n'avait guère manifesté un attachement particulier aux libertés et prônait, avec Liu Shaoqui, un développement « à la soviétique ».

Au Portugal

LA SCISSION AU SEIN DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE EST CONSACRÉE PAR LE DÉPART DE PRÈS DE LA MOITIÉ DES DÉPUTÉS.

(Lire page 6.)

LES DIFFICULTÉS DE LA MAJORITÉ ET LES DÉBATS AU SEIN DU P.S.

M. Giscard d'Estaing souhaite établir grâce à la télévision un contact régulier avec l'opinion

La présidence de la République a annoncé jeudi 5 avril que M. Giscard d'Estaing va participer à des émissions télévisées « d'un type nouveau ».

Cette initiative répond au souci du chef de l'Etat d'engager un effort supplémentaire d'information et d'explication. Il semble peu douteux que la première de ces émissions donnera l'occasion à M. Giscard d'Estaing de porter une appréciation sur la situation au sein de la majorité et, vraisemblablement, de répondre aux attaques de M. Jacques Chirac.

L'écredon ou le marteau-pilon ?

Que faire ? Que faire quand on incarne le pouvoir exécutif dans un régime semi-présidentiel et que l'on est quotidiennement contesté par l'un des principaux leaders de la majorité sur laquelle on s'appuie ?

AU JOUR LE JOUR

PAS DE PANIQUE

A l'heure où le gouvernement décide l'accélération du programme nucléaire français, et où le gouvernement allemand décide que les exigences de santé et de sécurité des populations auront priorité sur les nécessités économiques de l'industrie nucléaire.

Dans ces conditions, on peut se demander par quel coup du hasard le public en question n'a pas été mieux informé jusqu'à présent ; et l'on peut, d'autre part, se demander, à la lumière des récents événements de Three-Mile-Island aux Etats-Unis, si l'éventuel manque d'information des responsables chargés de la sécurité des centrales nucléaires n'est pas également susceptible de déclencher une panique.

A part cela, l'essentiel est que, dans la rapidité qu'elles mettent à programmer la construction de neuf réacteurs d'ici à 1985, les autorités françaises montrent qu'elles ne cèdent pas à la panique.

BERNARD CHAPUIS.

Plusieurs équipes dirigeantes peuvent se former au congrès de Metz autour de M. Mitterrand

Le congrès du parti socialiste, qui siège du vendredi 6 au dimanche 8 avril au Palais des congrès de Metz, doit rassembler quelque mille deux cents délégués, un millier d'invités et trois cents journalistes.

La délégation du M.R.G. sera conduite par M. François Loncle, secrétaire national. En revanche, le P.C.F. n'a, cette fois, délégué aucun responsable de haut niveau.

Les congressistes doivent être accueillis par M. Jean Laurain, député socialiste de la Moselle. Le choix de la Lorraine et de sa capitale pour ce congrès revêt, aux yeux des dirigeants du P.S., un caractère symbolique, cette région étant considérée, du fait de ses difficultés, comme l'une des principales « terres de mission » du parti socialiste.

Rarement les débats des socialistes auront été aussi ouverts ; la composition de la nouvelle direction et de la majorité qui la soutiendra fait l'objet de multiples hypothèses, car plusieurs types de « gouvernement » peuvent se former autour de M. Mitterrand.

« Tenir bon, relancer le parti » : ainsi étaient intitulés deux chapitres de la motion soumise par M. François Mitterrand au vote des militants socialistes.

Dans quelles conditions pourra-t-il le faire, avec quel parti, tel est l'enjeu du congrès de Metz. Plusieurs hypothèses sont possibles. Le congrès peut s'achever par la mise en place d'un « gouvernement homogène » des signataires de la motion de M. Mitterrand.

La multiplicité des solutions possibles montre à la fois que le P.S. n'est pas véritablement unifié et qu'il dépend encore largement de la volonté d'un homme que les sources multiples du socialisme soient « mêlées en un seul fleuve », selon l'expression de M. Mitterrand.

Certes, lors du précédent congrès à Nantes en juin 1977, le premier secrétaire avait fait en sorte d'avoir les mains libres. Il avait pu, à l'époque, refuser la synthèse entre la large majorité qu'il conduisait et le CERES, et imposer sa loi à l'ensemble du parti sans enclencher, à l'encontre de la minorité, un processus d'affrontement.

JEAN-MARIE COLOMBANI. (Lire la suite page 8.)

Les mariages forcés

On espère que le congrès socialiste ne perdra pas de temps à pourfendre le fantôme de la troisième force et à proclamer sa fidélité à l'union de la gauche.

par MAURICE DUVERGER

listes, il n'y a qu'un terrain d'accord : la construction européenne. Cela ne suffit pas à fonder une alliance de gouvernement quand on est opposé sur tout le reste, et notamment sur la politique économique et sociale, qui est fondamentale.

Quant le P.C.F. accuse les socialistes de rêver à une entente avec une partie de la majorité, il fait un peu penser à l'incendiaire qui crie « Au feu ! ».

Cependant, les règles du jeu ont changé à l'intérieur de chacune, en même temps que les rapports de forces. Il y a cinq ans, les gaullistes dominaient la majorité et les communistes dominaient l'opposition.

gauche est conduite par les socialistes et la droite par les giscardiens. L'analogie des récriminations de Georges Marchais et de Jacques Chirac reflète l'analogie de leurs situations.

(Lire la suite page 9.)

CHILI : la dictature installée

Plus de cinq ans après le coup d'Etat militaire qui renversa le gouvernement constitutionnel du président Salvador Allende, le général Pinochet est toujours au pouvoir au Chili, et, selon toute apparence, il y est solidement installé.

Nous commençons en page 5 la publication d'une série de trois articles de notre envoyé spécial, Thierry Malinlaik.

LA FRANCE VUE PAR PIERRE DROUIN

Le film de nos « temps forts »

« Qu'est-ce qui fait courir la France ? » Sous ce titre qui intrigue, c'est comme un grand film-reportage à la Reichenbach que Pierre Drouin nous offre. Film de nos temps forts, de nos respirations collectives, des obstacles surmontés et des étapes parcourues depuis 1945 par une nation dont la principale erreur est peut-être aujourd'hui de sous-estimer son propre souffle.

Si vous ouvrez ce livre, il y a gros à parier que vous ne le refermez pas avant d'avoir franchi la ligne d'arrivée. Sans effort, sans fatigue ; sa foulée allègre vous portera sans désemparer au bout de ces 210 pages (trop brèves, à mon goût).

« Qu'est-ce qui fait courir la France ? » Qu'est-ce qui, dans ce pays divisé par les idéologies, recrée parfois la convergence, l'adhésion, sinon l'enthousiasme ? Selon les moments ou les cas, un

Le VIII<sup>e</sup> Plan privilégie l'équilibre du commerce extérieur

M. Michel Albert, commissaire général au Plan, a présenté à la presse ce jeudi 5 avril le rapport sur les principales options du VIII<sup>e</sup> Plan (1981-1985), adopté la veille par le conseil des ministres.

Les six priorités retenues par le Plan concernent, dans l'ordre, les économies d'énergie, la concurrence industrielle, le secteur agro-alimentaire, l'emploi, la protection sociale des familles et le cadre de vie des Français.

Le patronat a réagi de façon réservée au plan de relance des investissements industriels approuvé, mercredi, par le conseil des ministres et qui prévoit une aide globale de 5,8 milliards de francs en trois ans (dont 3,2 sous forme d'allègement fiscal en 1980 et 1981, du fait d'une réévaluation partielle des bilans).

Échec des négociations à Sacilor-Sollac : 25 % des emplois seront supprimés

Sur le plan social, la concertation à Sacilor-Sollac a abouti à un échec total. Les négociations entre M. Mayoux, nouveau président du groupe lorrain, et les cinq fédérations syndicales de la métallurgie, qui s'étaient engagées, le 6 mars, pour « rediscuter toutes les questions relatives aux choix industriels », ont pris fin, mercredi 4 avril, sur une impasse.

RAYMOND TOURNOUX

RAYMOND TOURNOUX
Le feu et la cendre
Les années politiques du général de Gaulle 1946-1970
Plon

homme public, un projet collectif, une idée-force qui modifient les clivages.

Les deux départs, comme le dit Pierre Drouin, ce sont deux projets collectifs, lancés par Jean Monnet, qui ont le plus marqué les lendemains de la Libération.

Le Plan, d'abord, dont on comprendra que je ne rappelle rien d'autre que ces lignes adressées par Jean Monnet au Général. « Je suis sûr d'une chose, c'est qu'on ne pourra pas transformer l'économie française sans que le peuple français participe à cette transformation. Quand je dis le peuple, ce n'est pas une entité abstraite, ce sont les syndicats, les industriels, l'administration, tous les hommes qui seront associés à un plan d'équipement et de modernisation. »

MICHEL ALBERT. (Lire la suite page 35.)